

**Union européenne - Zone euro -
Allemagne - Turquie - Travailleurs
détachés - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, avec le
quotidien «L'Opinion»
(Paris, 02 octobre 2017)**

Q - Emmanuel Macron a avancé de nombreuses propositions, notamment pour réformer l'Union économique et monétaire. En quoi est-ce une priorité?

R - Les propositions du président de la République vont bien au-delà de l'UEM. Il a posé les fondements d'une souveraineté européenne. Cette souveraineté suppose d'avancer dans de nombreux domaines comme la défense, la sécurité, le numérique, la transition écologique. Et à mesure que nous partageons ces biens communs, nous devons disposer d'un budget à la hauteur de nos ambitions. La monnaie fait partie de ces biens communs et il est essentiel de ne pas s'en tenir au statu quo sous prétexte que la croissance revient dans tous les pays de la zone euro. Il faut aussi tirer les leçons de ce qui s'est passé pendant la crise des dettes souveraines, en matière de gouvernance et de contrôle démocratique. Les mesures prises l'ont été dans l'urgence, derrière des portes closes. Pour éviter que cela ne se reproduise, il est impératif de consolider la zone euro.

Q - De quelle manière?

R - Il faut finaliser l'Union bancaire et faire progresser l'Union des marchés de capitaux. Il faut aussi mettre en place un budget de la zone euro qui permettra à la fois de stabiliser les États en cas de nouveau choc asymétrique et de financer des investissements communs pour combler notre retard. Les libéraux du FDP, l'un des trois partis susceptibles d'entrer dans la coalition allemande, ont posé comme lignes rouges l'absence de mutualisation des erreurs passées et le fait que l'Allemagne ne paie pas les dépenses publiques françaises. Cela tombe bien, ce n'est pas du tout ce que nous voulons! Notre projet est au contraire tourné vers l'avenir.

Q - Pourquoi ne pas prévoir une ligne spécifique au sein du budget de l'UE, comme le propose le président de la Commission?

R - Jean-Claude Juncker est dans une position politique et juridique consistant à dire: traitons le sujet à vingt-sept puisque tous les États de l'UE ont vocation à participer à la zone euro. C'est possible, mais nous ne savons pas précisément à quel horizon. Et en tout état de cause, il est indispensable de renforcer la zone euro. Je retiens que cela traduit une prise de conscience qu'il existe un besoin appelant une réponse. Discutons-en. Nous venons d'ouvrir le débat, il s'est poursuivi jeudi soir à Tallinn.

Q - Le chef de l'État plaide pour un ministre des Finances de la zone euro. Mais là encore, les positions divergent...

R - La nécessité d'avoir à un niveau politique une personne qui porte la vision économique et budgétaire de la zone euro fait de plus en plus consensus. Ce qui fait débat, c'est le positionnement de ce ministre des finances. Je ne suis pas sûre qu'il doive être en même temps président de l'Eurogroupe et commissaire européen. Mais ce positionnement n'est pas un sujet prioritaire pour les citoyens européens.

Q - Cette ambition européenne est-elle une incitation à respecter le pacte de stabilité ?

R - Nous respectons d'abord ces règles pour nous-mêmes, parce que la France a besoin de se réformer et d'offrir à ses enfants un autre avenir que celui de rembourser les dettes de leurs parents. Mais il est évident que, pour avoir des idées qui portent en Europe, il faut être crédible, et que pour être crédible il faut tenir ses engagements. Cela n'a pas été notre cas pendant des années, ce qui nous a incontestablement affaiblis dans les discussions. En respectant nos engagements, nous sommes plus crédibles pour faire avancer des propositions nouvelles. Aujourd'hui nos partenaires suivent avec beaucoup d'attention les réformes qui sont menées en France. Ils sont impressionnés par la détermination du gouvernement et enclins à croire que nous sommes tout autant déterminés à réformer l'Union européenne.

«Ce que nous prônons, ce sont des avant-gardes d'États membres qui poussent des projets. Mais il existe aussi un certain nombre d'enjeux sur lesquels l'unité des 27 est essentielle, comme les négociations commerciales, le climat, le terrorisme. Quand on parle de valeurs et d'État de droit, il ne doit pas non plus y avoir d'Europe à plusieurs vitesses».

Q - L'extrême droite allemande a fait son entrée au Bundestag. Quelle leçon en tirer ?

R - Il n'y a pas d'exception allemande. Pourquoi s'en étonner ? Pourquoi l'Allemagne serait-elle pour toujours immunisée contre la montée du populisme, que l'on retrouve à travers tout le continent et ailleurs dans le monde ? Il est indispensable d'avoir à l'esprit que ce risque est présent partout. C'est évidemment inquiétant, et les politiques ont une responsabilité beaucoup plus grande, celle d'apporter des réponses précises et efficaces aux attentes des populations. C'est à cette condition qu'on affaiblira les populistes, pas en essayant de les copier et de faire du Marine Le Pen à la place de Marine Le Pen.

Q - La montée des extrêmes pose aussi la question de la souveraineté...

R - Dans un monde ouvert à la compétition internationale, on peut continuer à se leurrer et à vivre comme un village gaulois, en pensant qu'en se renfermant derrière nos barrières on sera protégé des vents mauvais. Ou on peut au contraire comprendre que la taille critique pour peser dans ce monde est celle du continent européen. C'est le sens du discours du président de la République sur les piliers d'une souveraineté européenne.

Q - Emmanuel Macron a insisté sur le besoin de différenciations. Pourquoi ne pas faire le pari d'une Europe à 27 ?

R - L'Europe à plusieurs vitesses, on peut faire semblant de ne pas la voir mais elle existe déjà ! Ce que nous prônons, ce sont des avant-gardes d'États membres qui poussent des projets plus vite, plus loin, plus fort. Ce qui compte, c'est qu'elles restent ouvertes aux autres, sans exclusive et sans a priori. Sur les très nombreuses propositions que nous avons faites ou que d'autres pourraient faire, des pays seront volontaires et en capacité d'aller de l'avant tout de suite. D'autres ne le voudront pas ; c'est leur droit, à condition qu'ils ne bloquent pas les autres. Mais il existe aussi un certain nombre d'enjeux sur lesquels l'unité des 28 aujourd'hui et des 27 demain est essentielle, comme les négociations commerciales, le changement climatique, la lutte contre le terrorisme. Quand on parle de valeurs et d'État de droit, il ne doit pas non plus y avoir d'Europe à plusieurs vitesses. La démocratie est au coeur du projet européen.

Q - La France se bat pour obtenir une révision ambitieuse de la directive sur les travailleurs détachés. Un accord est-il possible lors du Conseil emploi du 23 octobre ?

R - Nous y travaillons activement. Nous avons avancé sur de nombreux sujets et tout le monde reconnaît que la directive de 1996 est dépassée. De notre côté, nous ne souhaitons pas mettre fin au régime du travail détaché, nous ne voulons pas ériger une forme de protectionnisme social en Europe. Mais nous considérons qu'il y a aujourd'hui une concurrence déloyale dans certains secteurs et qu'on manque cruellement d'ambition pour les travailleurs des pays d'accueil comme pour ceux des pays d'origine du détachement.

Q - Angela Merkel a suggéré d'arrêter les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Partagez-vous son point de vue ?

R - La réalité, c'est que les négociations sont au point mort parce que les autorités turques ne nous permettent pas de les faire progresser. Faut-il pour autant créer une rupture avec la Turquie ? Il y a une partie importante de la population turque pour qui la perspective européenne compte beaucoup. Il est en outre tout à fait souhaitable de pouvoir dialoguer avec la Turquie qui est un grand pays, important, avec lequel nous avons des intérêts et des enjeux communs très forts./.